

ŒUVRES GÉNÉRALES ET AUTRES FRANCOPHONIES

SILVIA RIVA

Alain MABANCKOU, “Francophonie, langue française: lettre ouverte à Emmanuel Macron”, *Le Nouvel Observateur*, le 15 Janvier 2018: <https://bibliobs.nouvelobs.com/actualites/20180115.OBS0631/francophonie-langue-francaise-lettre-ouverte-a-emmanuel-macron.html>

Alain MABANCKOU et Achille MBEMBE, “Le français, notre bien commun?”, *Le Nouvel Observateur*, le 12 Février 2018: <https://bibliobs.nouvelobs.com/idees/20180211.OBS2020/le-francais-notre-bien-commun-par-alain-mabanckou-et-achille-mbembe.html>

Véronique TADJO, “Il est grand temps d’inscrire la littérature du Sud dans l’imaginaire francophone occidental”, *Le Monde*, le 26 Janvier 2018: http://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/26/il-est-grand-temps-d-inscrire-la-litterature-du-sud-dans-l-imaginaire-francophone-occidental_5247846_3212.html.

Bien qu’il s’agisse d’articles et non d’ouvrages, il nous paraît important de rendre compte dans cette section consacrée aux *Œuvres générales* de trois textes qui ont marqué l’année 2018, et qui ont contribué à ouvrir un débat sur le rôle que les écritures francophones peuvent jouer aujourd’hui à l’échelle planétaire. Il s’agit d’un débat encore en cours et qui a immédiatement eu des conséquences importantes, tel que la démission d’un tiers des administrateurs de la Fondation Alliance française dans le monde suite à la publication du premier article.

Celui-ci a été écrit après que le Président de la République française, Emmanuel MACRON, a invité l’écrivain congolais Alain MABANCKOU à “contribuer aux travaux de réflexion [...] autour de la langue française et de la Francophonie” à l’occasion de la “Conférence internationale pour la langue française et le plurilinguisme dans le monde” (Paris, les 14 et 15 février 2018).

Dans sa réponse, qui illustre les raisons de son refus, MABANCKOU commence par rappeler la portée politique et notamment coloniale de la notion de Francophonie introduite par Onésime RECLUS, et son

dessein de “‘pérenniser’ la grandeur de la France” au sein de l’empire.

MABANCKOU conteste l’idée que la langue et la culture françaises soient menacées de nos jours: leur prestige dans le contexte mondial est toujours vif, surtout dans le domaine académique américain, où, sans l’aide de la France, on finance des départements de littérature française et d’études francophones où des auteurs tels que Boualem SANSAL, Ahmadou KOUROUMA, Anna MOÏ, Tierno MONÉNEMBO, Abdourahman WABERI, KEN BUGUL, Véronique TADJO, Tahar Ben JELLOUN, Aminata Sow FALL, Mariama BÂ sont traduits et étudiés. L’“imaginaire monde en français” est bien présent?, et si on s’en tient à la définition de ‘littérature française’ *strictu sensu*, on risque de s’auto-marginaliser. La France est donc, selon la vision de MABANCKOU, un pays francophone parmi d’autres.

En outre, il affirme qu’il faut en finir avec la politique de la “francafrique”, qui s’exprime en français et qui soutient “les dirigeants des républiques bananières qui décapitent les rêves de la jeunesse africaine”; il faut également tourner la page et offrir aux jeunes “ce que la langue française couve de plus beau, de plus noble et d’inaliénable: la liberté”.

C’est pour cette raison que MABANCKOU termine son texte en déclinant l’offre présidentielle de participer au projet de réflexion autour de la langue française et de la Francophonie.

Un mois après, à la veille de l’ouverture de la “Conférence internationale pour la langue française et le plurilinguisme dans le monde”, MABANCKOU, avec Achille MBEMBE, revient sur le sujet dans un autre article signé cette fois à deux: “Le français, notre bien commun?”. Ils reprennent donc le contexte de la naissance du mot et du concept de “Francophonie”, tout en le situant non seulement dans un cadre colonial de “mercantilisme et prédation”, mais en en faisant un “‘appareil idéologique’ à part entière de l’impérialisme français”: la langue française est une “substance” ingurgitée “qui, en retour, exerce désormais sur [les colonisés], y compris à leur insu, un pouvoir sans limite, sans réserve ou sans durée”. D’où l’image, assez forte, de l’ingurgitation de la langue comme “prototype même d’une vision eucharistique de l’impérialisme”, et la partition du monde en Français, Francisés et Francisables.

MABANCKOU et MBEMBE soulignent l’importance de ne pas négliger de nos jours ces prémisses, de ne pas les nier ou les reléguer dans le passé, d’autant plus qu’à l’occasion de la Foire du Livre de Francfort 2017 qui mettait à l’honneur la création d’expression française dans le monde, on n’a parlé ni d’Aimé CÉSAIRE, ni de Maryse CONDÉ. La question surgit donc spontanément: “Qui donc est français? Qui ne l’est pas? Qui sont ces étrangers francophones? Un Français peut-il être un ‘étranger’? La catégorie de *francophone* ne s’appliquerait-elle uniquement qu’aux [*sic*]

étrangers? En somme, pourquoi faudrait-il réinscrire, dans une langue supposée *commune*, ces ségrégations qui montrent que nous n'avons pas encore réglé nos comptes avec l'Histoire?"

Par ailleurs, observent-ils, certaines tribunes de liberté culturelle, des hauts lieux de la création francophone, telles que le Tarmac ou la revue "Africultures", sont en danger en France même: si l'on n'arrive pas à soutenir ces plateformes culturelles, alors "il faut cesser de parler de la francophonie". Toutefois, les créateurs savent que "la langue française est plus grande que la France" et que "toute définition de la langue française qui aurait pour fondement une idéologie nationalitaire" est à refuser. La lettre-manifeste se termine donc en termes engagés: "Nous militons pour une langue française qui serait véritablement un *bien commun*; qui ferait résolument partie du patrimoine planétaire. Et, au sein de cette langue planétaire, nul ne viendrait d'ailleurs. Nul ne serait considéré comme étranger. Nul n'aurait besoin de visa". Il faudra donc reconsidérer la Francophonie institutionnelle et politique en faveur d'une "véritable francophonie des peuples".

Pour offrir un complément d'information autour de ces prises de positions, il me paraît important de citer un troisième article, signée Véronique TADJO, qui se situe chronologiquement entre les deux premières. Il s'agit d'une voix plus nuancée, qui avance des problèmes concrets.

Après avoir admis que la question de la francophonie pose problème à quiconque parlerait le français hors de l'Hexagone, et notamment en Afrique où l'on compte à peu près la moitié du nombre total des francophones dans le monde, TADJO souligne que la langue française se porte "mal et même très mal" sur le continent, surtout "en termes de niveau de langue". Les crises politiques, militaires et économiques ont mis à mal le système éducatif et le rôle des enseignants: il "manque d'ouvrages pédagogiques et de bibliothèques dignes de ce nom"; on aurait besoin "d'une réforme profonde si l'on veut donner aux jeunes Africains des chances de réussir dans la vie". Qui plus est, l'édition française (académique et littéraire) laisse une place énorme à la langue anglaise: "Il se publie beaucoup plus de traductions de l'anglais vers le français, que dans le monde anglophone, où l'intérêt est moindre". Il faudrait donc une volonté plus grande de la part des éditeurs français et francophones pour occuper le marché international. Quant au thème de la FrancAfrique et de la "Francophonie 'institutionnelle'", TADJO se dit d'accord sur le fait qu'elle doit disparaître, parce qu'elle n'a pas répondu aux attentes des peuples africains, "mais, ajoute-t-elle, cette admission d'échec se retourne également contre nous. Avons-nous fait assez pour exiger de nos dirigeants plus de transparence, le respect des institutions démocratiques et la construction du bien-être social? La question est de savoir si nous serons un jour prêts à prendre les rênes de notre destin".

Sa réflexion se termine par des considérations sur la place de la littérature francophone dans le monde. Elle soutient d'abord qu'il est nécessaire "d'inscrire la littérature du Sud dans l'imaginaire du monde francophone occidental qui inclut, entre autres, le Canada, la Belgique, la Suisse et le Luxembourg". Quant à la littérature française, "elle a sa propre histoire et ses propres canons. Les écrivains africains, tout en partageant la même langue, ont des préoccupations et une vision du monde qui leur sont particulières. La littérature écrite en français n'a pas besoin de se réclamer de la littérature française pour exister. C'est cette différence qu'il faut célébrer avant tout, car là se trouve la vraie francophonie débarrassée de son passé colonial". Et là se trouve aussi son enjeu et son futur.

Silvia RIVA

Florian HURARD, *Manifeste pour un monde francophone. Comment construire un avenir non standardisé?*, Paris, L'Harmattan, 2017, 143 p.

La revue *Politis* proposait en février 2018 un dossier intitulé "La francophonie *has been?*", qui constatait à la fois l'immense diversité de l'espace francophone (250 millions de locuteurs à travers le monde) et le relatif désintérêt de la France pour celui-ci: rares sont en effet les Français qui se considèrent partie intégrante de cet espace, ce qui explique en partie leur manque d'investissement (culturel, social, économique). Alors que les hispanophones, les lusophones, les arabophones s'organisent en espaces géoculturels à part entière, la francophonie se laisserait ainsi phagocyter par l'anglais avec une résistance moindre. Mais, si comme le suggère Achille MBEMBE (après DERRIDA¹), le français n'est la "propriété"² d'aucun pays, la francophonie n'a pas à attendre l'impulsion de la France pour travailler à ce que l'on pourrait appeler le "devenir-monde" de la langue française.

Ces questions éminemment actuelles sont au principe du petit livre de Florian HURARD paru en 2016, *Manifeste pour un monde francophone: comment construire un avenir non standardisé?* Le propos se veut optimiste: l'auteur s'inscrit en faux contre l'idée répandue selon laquelle la langue française serait en déclin, bientôt langue morte. En effet, si le français est aujourd'hui la sixième langue la plus parlée au monde, "la sphère francophone pourrait bien tripler à l'horizon 2050,

1 Jacques DERRIDA, *Le Monolinguisme de l'autre*, Paris, Galilée, 1996.

2 Achille MBEMBE, "Plaidoyer pour une langue-monde", *Politis*, n. 1490, février, 2018.